

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 27/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

QUINTIN VIANDES

5 rue de la Madeleine
22800 Quintin

Code AIOT : 0005514619

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2025 dans l'établissement QUINTIN VIANDES implanté 5, rue de la Madeleine 22800 Quintin. L'inspection a été annoncée le 15/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par message électronique en date du 24 juin 2024, l'ancien exploitant et propriétaire de la SARL QUINTIN VIANDES a informé les services de la DDPP de l'arrêt de l'activité d'abattage sur le site, implanté 5 rue de la madeleine à QUINTIN (22 800), à compter du 28 juin 2024. Ce courriel ne précisait pas les mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité de l'installation.

Un courrier de la DDPP a été transmis à l'exploitant et propriétaire de l'ICPE le 10 juillet 2024, pour la prise en compte de cette décision et rappelant les dispositions réglementaire applicables, à l'arrêt de l'activité.

L'exploitant n'a pas communiqué au Préfet une lettre de notification officielle de la cessation d'activité, comportant les mesures prises et prévues pour assurer la mise en sécurité du site :

- évacuation et élimination des produits dangereux et des déchets,
- Interdiction et limitation d'accès au site,
- suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- surveillance des effets de l'installation sur son environnement (rapport du diagnostic environnemental).

L'article R.512-74-II du code de l'environnement prévoit que l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives. En attente d'une éventuelle reprise de l'activité par un autre exploitant, la procédure de cessation n'a pas été mise en oeuvre et notifiée par l'exploitant.

Dans ce cas de figure, les prescriptions prévues par l'arrêté d'autorisation continuent à s'appliquer de plein droit à l'exploitant/propriétaire du site et doivent être respectées afin de garantir les intérêts prévus au L.511-1 du code de l'environnement, notamment ceux relatifs à la prévention des risques incendies, l'absence d'intrusion, l'absence d'entreposage de déchets, l'entretien des bâtiments et des extérieurs, la gestion de la surveillance des eaux...

La visite d'inspection du site intervient dans ce cadre. Elle a pour objectif de s'assurer de la mise en sécurité des installations.

Un jugement d'ouverture de liquidation judiciaire de la SARL QUINTIN a été prononcé le 19 juillet 2024, désignant comme liquidateur, la Selarl David - Goïc et Associés (Me Bruno David) à SAINT-BRIEUC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- QUINTIN VIANDES
- 5, rue de la Madeleine 22800 Quintin
- Code AIOT : 0005514619
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SARL QUINTIN VIANDE était un établissement spécialisé dans l'abattage et la découpe d'animaux de boucherie, autorisé par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2004 modifié le 27 décembre 2019, pour un volume de production de 2500 t poids carcasse par an (14 t/j en moyenne et 23t/j en pointe) pour l'activité abattage et 220 t/an pour l'activité de découpe. L'activité de découpe sur le site de l'abattoir avait été transférée en 2019 à St-Brandan, sur un autre site déclaré au titre des installations classées.

Les points suivants ont été vérifiés:

- accessibilité du site;
- entretien des abords;
- état des structures bâtementaires;
- présence de produits et substances dangereuses;
- présence de déchets;
- équipements de lutte contre incendie;
- pollution éventuelle.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mise en sécurité du site - Accès	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-75-1-IV	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-75-1-IV	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
5	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-75-1-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contexte et Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 1	Sans objet
3	Entretien des abords	Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis d'observer:

- les accès au site sont fermés par des portails cadenassés;
- l'entretien général des abords du site est satisfaisant;
- l'absence de pollution visuelle des sols sur le site;
- la coupure des utilités (eau, gaz, électricité).

Il a été constaté les points suivants qui nécessitent des actions correctives:

- l'absence d'affichage des interdictions d'accès au site depuis un accès;
- la présence de déchets (bois, litières, ...);
- la présence de fluides frigorigènes fluorés dans les installations de réfrigération ;
- la présence de quelques produits et substances dangereuses non stockés sur rétention;
- l'absence de contrôle des extincteurs et de suivi de la dératisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contexte et Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Contexte et situation administrative			
Prescription contrôlée :			
La SARL Abattoir de Quintin située 5 rue de la Madeleine 22800 QUINTIN, est autorisée à exploiter à cette adresse une unité d'abattage et découpe d'animaux de boucherie.			
Constats :			
La société SARL Abattoir de Quintin a été autorisée à exploiter un abattoir multi-espèces et de découpe, par l'arrêté préfectoral initial du 6 décembre 2004, modifié le 27 décembre 2019. Le site est localisé sur la commune de Quintin. Il est localisé au croisement de la rue de la Madeleine et du chemin de la Perche, proche de zones résidentielle. Les coordonnées Lambert du site sont: X : 263418 Y: 6827995 m.			
L'établissement est implanté sur un terrain d'environ 7100 m ² , dont une réserve foncière de 2000 m ² .			
Les parcelles cadastrales sont les suivantes: - Section C: Parcelle 63 - surface= 2503 m ² - Section D: parcelle 212 - surface 490 m ² - Section D: parcelle 246 - surface 1500 m ² - Section D: parcelle 897 - surface 2667 m ² .			
État de la situation administrative des activités recensées avant l'arrêt des activités (arrêté préfectoral modificatif du 27/12/2019):			
Rubrique	Intitulé	Capacité	Régime
2210-1	Abattage d'animaux La masse des animaux abattus, exprimée en carcasses étant, en activité de pointe : 1. Supérieure à 5 t/j pour les installations autres que celles classées au titre du 3	2500 t/an soit 14 t/jour en moyenne et 23 t/jour en pointe	A

2221-2	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras et des activités classées par ailleurs. La quantité de produits entrant étant : - supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égale à 4 t/j	920 kg / jour soit 220 t/an	DC
2355	Dépôts de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs. La capacité de stockage étant supérieure à 10 t	15 t	D

À noter, que l'activité de découpe a été arrêtée sur le site de l'abattoir et transférée dans un nouvel atelier à Saint-Brandan en 2019.

Le jour de la visite, il n'y avait plus d'activité d'abattage sur site.
Les structures et les matériaux équipant l'abattoir sont restés en place.
Les installations de réfrigération étaient hors service.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en sécurité du site - Accès

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-75-1-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction ou limitations des accès

Prescription contrôlée :

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

[...]

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

[...]

Constats :

Les entrées du site par la rue de la Madeleine et le chemin de la Perche sont fermées par des portails disposant d'un cadenas.

Les parties de clôture vue le jour de l'inspection étaient en bon état.

Un affichage interdisant l'accès au site est indiqué proche du portail d'accès via la rue de la Madeleine. Par contre, l'autre accès via chemin de la Perche, ne dispose pas d'affichage de restriction d'accès au site et du danger potentiel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il conviendra d'afficher sur l'accès chemin La Perche des restrictions d'accès au site privé et des dangers potentiels.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Entretien des abords

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des abords
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantation, engazonnement, etc.).
Constats : Les abords du site et des bâtiments sont globalement en bon état d'entretien (absence de végétation envahissante). Il n'y a pas de trace visuelle de pollution sur le site. Absence de ferraille et d'équipement abandonné non fonctionnel observé sur le site. Des équipements et matériaux présents à l'extérieur (chariot élévateur, bacs de sous-produits, ...) sont entreposés sur le site dans l'attente d'une éventuelle reprise d'exploitation. Aucun rongeur n'a été observé durant la visite. Le contrat de surveillance de la dératisation a été cessé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il conviendra de maintenir une surveillance de la présence de rongeurs sur le site, pour éviter la prolifération.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-75-1-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des produits dangereux
Prescription contrôlée : IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; [...]
Constats : Le jour de la visite, il a été constaté: - <u>Produits et substances dangereuses:</u> <ul style="list-style-type: none"> la présence de 2 fûts de 220 l de produits désinfectants (Hypred Force 7) placés sur des palettes au niveau de la station de lavage des bétailières. Ces fûts en bon état n'étaient pas placés sur rétention;

<ul style="list-style-type: none"> • l'absence d'autres bidons de produits de nettoyage/désinfection entreposés sur le site; • la présence de bidons d'huiles hydrauliques/produits pétroliers entreposés sur rétention dans un local spécifique fermé à clefs; • la présence de bidons de produits dangereux entreposés dans le local maintenance, non placés sur rétention; • l'absence de cuve de produits pétroliers (cuve de fioul retirée suite installation de chaudière au gaz selon l'ancien exploitant); • les fluides frigorigènes équipants les installations de réfrigérations hors service n'ont pas été récupérés par un prestataire habilité. Certaines tuyauteries extérieures sont abîmées. <p>- <u>Déchets / sous-produits animaux</u>:</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence de sous-produits animaux stockés dans les locaux et les cuves dédiés; • la présence de litière dans l'aire prévue à cet effet; • des palettes en bois dégradées, stockées au sol ici et là; • la présence de sel utilisés pour les cuirs et les peaux stockés en big-bag. L'ancien exploitant précise que ces produits sont entreposés temporairement dans le cadre d'une éventuelle reprise du site.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il conviendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de faire récupérer les fluides frigorigènes dans les circuits de refroidissement des installations, par un opérateur habilité (raison: prévenir les fuites de fluides frigorigènes sur des installations non contrôlées et d'émissions de gaz à effet de serre). Les bordereaux de récupération seront communiqués au service d'inspection. • de faire évacuer ou placer sur rétention les fûts de produits désinfectants et l'ensemble des bidons contenant des huiles, produits pétroliers et produits dangereux (raison: éviter tout déversement et contamination des milieux); • de faire évacuer la litière restante; • de retirer les palettes en bois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-75-1-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Suppression des risques d'incendie et d'explosion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :[...]</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les alimentations électriques / gaz ont été coupées.</p> <p>Il n'y a pas de produits pétroliers stockés en cuve sur site.</p> <p>Les extincteurs sont toujours présents sur site. Une vérification devait être réalisée en décembre 2024.</p> <p>Celle-ci n'a pas été réalisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il conviendra de maintenir le contrôle des extincteurs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours